

Pontoise, le 15 juillet 2025

Nos réf. : UD95-2025-417

N° AIOT : 0006509350

Affaire : Inspection inopinée 2025 - exercice défense incendie

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :

Exercice PDI inopiné

Exploitant concerné :

REFINAL INDUSTRIES

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Version diffusable GEORISQUES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	REFINAL INDUSTRIES SIRET : 41381685100021
Adresse de l'établissement	Rue de Beaumont - 95820 Bruyères-sur-Oise
Adresse administrative du groupe	Rue de Beaumont - 95820 Bruyères-sur-Oise
Activité	Traitement de déchets métalliques et d'électroménagers
Régime	A

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement ICPE :

3532 – (A)

2790 – 2 (A)

2718 - 1 (A)

2719 - 1 – (A)

2711-1 – (E)

2713-1 – (E)

2714-1 – (E)

2915-2 (D)

Réglementation applicable :

AP 18/02/2003 – autorisation COREPA

AP 22/09/2009 – autorisation FRICOM

AP 15/04/2013 – autorisation BHS (ex - ECOVAL)

APC 17/06/2025

2 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

L'unité FRICOM de la société REFINAL INDUSTRIES a fait l'objet d'un exercice plan défense incendie (PDI) inopiné déclenché par l'inspection des installations classées le 24 juin 2025 à 18h05.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

3 CONTEXTE

La société REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA), filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG, est une société spécialisée dans la récupération et le traitement des métaux non ferreux issus des activités de démolition et de broyage des véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et de déchets métalliques divers. Le site de l'établissement d'une surface de 14 ha est situé sur les deux communes de BRUYERES-SUR-OISE et BERNES-SUR-OISE (Figure 1).



Figure 1 : localisation du site (en rouge) et de l'unité FRICOM

Les activités de l'établissement sont actuellement réglementées par un arrêté préfectoral du 12 juin 2020. Le site de Bruyères-sur-Oise est divisé en trois entités :

- COREPA : recyclage des métaux non ferreux issus notamment des activités de démolition et de broyage de VHU ;
- FRICOM : traitement des appareils électroménagers produisant du froid (GEM-F) ;
- BHS (ex-ECOVAL) : traitement de la fraction lourde des résidus de broyage de différents déchets métalliques et notamment de VHU dépollués.

Le site fonctionne en 5/8 toute la semaine.

4 DÉROULEMENT ET OBJECTIF DE L'EXERCICE

L'exercice inopiné, débuté à 18h05, a consisté à simuler une explosion d'un des broyeurs de l'unité FRICOM suivi d'un incendie de toute la partie Sud de l'unité (2 000 m²). Dans le scénario, il est considéré que l'explosion a fait une victime, inaccessible à cause du feu. L'incendie se limite au bâtiment FRICOM.

Cet exercice avait pour but de tester :

- la bonne application du plan de défense incendie ;
- l'application du schéma d'alerte et la réactivité des intervenants ;
- la qualité du message transmis aux services de secours ;
- la réalisation des actions relevant de la gestion de crise (ouverture des accès pompiers, appel des tiers, déclenchement des obturateurs, coupure des utilités...).

Pour cet exercice, étaient présents en tant qu'observateurs :

- 2 membres du SDIS 95 ;
- 3 inspecteurs de l'inspection des installations classées – Unité départementale du Val-d'Oise.

12 personnes de la société étaient présentes dans l'unité FRICOM qui était en fonctionnement.

Le responsable de l'équipe FRICOM présente, était l'interlocuteur de l'inspection lors de l'exercice.

L'inspection note que les contacts internes identifiés dans le manuel de réponse aux situations d'urgence de la société sont les responsables QSE, les directeurs d'exploitation et le directeur général.

5 DÉROULEMENT DE L'EXERCICE

L'exercice s'est déroulé le 24 juin 2025. L'inspection note qu'elle a pu entrer sur le site très difficilement puisque les portails piétons et véhicules étaient fermés et ne disposaient pas d'interphone. De plus, juste avant le démarrage de l'exercice, le responsable de l'équipe était au téléphone avec son chef d'exploitation lui notifiant qu'un exercice incendie allait démarrer peu de temps avant son démarrage effectif. Ceci va légèrement fausser l'exercice.

Le déroulement fut le suivant :

18h05 : L'Inspection notifie le démarrage de l'exercice au responsable. Ce dernier s'est immédiatement posé la question de savoir s'il pouvait aider/évacuer la victime supposée et s'il pouvait essayer d'éteindre l'incendie. L'Inspection lui ayant signifié que l'incendie était trop étendu pour être éteint et la victime aidée, le responsable d'équipe est allé mettre en pause les machines de l'installation.

Il a ensuite demandé au personnel présent dans l'installation d'évacuer en allant les interpellé un par un sans actionner l'alarme incendie.

Observation n°1 : l'exploitant n'a pas déclenché l'alarme incendie manuelle.

18h12 : Après l'évacuation du dernier employé, l'Inspection suggère au responsable d'équipe d'appeler les secours en précisant que c'est un exercice.

Appel des secours : Composition du 18 pour appeler les pompiers depuis le bâtiment FRICOM. Le responsable d'équipe indique qu'il y a eu une explosion d'un des broyeurs de l'installation FRICOM qui a fait une victime et a déclenché un incendie sur 1 000 m². Il précise que le reste du personnel. En donnant l'adresse du site, il mentionne le mauvais numéro de rue.

Observation n°2 : Lors de l'appel des secours, l'exploitant n'a pas indiqué la bonne adresse du site.

Observation n°3 : l'exploitant n'a pas simulé l'appel aux responsables production, QSE et au directeur d'exploitation. L'inspection note cependant qu'une partie de ces responsables était en voyage d'affaires et n'était pas joignable au moment de l'exercice. De plus, la hiérarchie du chef d'équipe présent avait été prévenue un peu en amont de l'exercice (cf. plus haut).

Observation n°4 : l'exploitant a passé l'appel aux secours depuis le bâtiment sinistré. L'Inspection suggère qu'après avoir lancé l'évacuation, l'exploitant se mette à l'abri avant d'appeler les secours.

18h15 : Le chef d'équipe arrive au point de rassemblement. Sans faire l'appel, il nous assure que l'ensemble du personnel est présent au point de rassemblement qui se trouve à l'extérieur du site au niveau du parking situé près du portail Est du site. Il explique avoir procédé à l'appel des membres de son équipe au moment de la prise de poste qui a eu lieu peu de temps avant le début de l'exercice.

18h18 : L'arrivée des secours est simulée. Seul un employé disposait du badge nécessaire à l'ouverture du portail, les autres employés ayant laissé leurs badges au vestiaire de l'installation FRICOM. Avec les secours arrivent également deux responsables de la société qui avaient été prévenus peu de temps avant l'exercice.

Observation n°5 : l'exploitant doit s'assurer qu'il est possible d'ouvrir le portail d'accès au site aux services de secours en toute circonstance.

Un membre du SDIS 95 interroge l'exploitant sur les informations qu'il est en mesure de communiquer. Le responsable d'équipe FRICOM explique les circonstances de l'explosion et précise qu'il y a eu un blessé qui n'a pas pu être secouru à cause de l'incendie. Il indique que les flammes sont présentes au niveau des broyeurs sur environ 100 m² et explique que certains des produits traités dans l'installation sont inflammables. L'exploitant donne également la localisation des poteaux incendie les plus proches de l'installation FRICOM : à l'Ouest, à l'intérieur des limites du site. Il précise que l'installation dispose de RIA et d'extincteurs

18h20 : fin de l'exercice.

18h25 : d'autres responsables des installations FRICOM et COREPA arrivent sur site.

Après l'exercice, un debriefing est effectué par les agents du SDIS 95 et de l'Inspection des installations classées avec l'exploitant pour mettre en avant les points positifs et les points à améliorer. Au cours de ce debriefing, l'exploitant a précisé le fonctionnement de ses moyens de lutte contre l'incendie dans l'installation FRICOM et notamment que :

- l'installation est équipée d'une double détection incendie (fumée et chaleur) ;
- l'alarme incendie est asservie à cette détection ;
- la vanne de confinement des eaux d'extinction est asservie à l'alarme incendie et se ferme automatiquement en cas de déclenchement de l'alarme.

L'Inspection a signifié que le plan d'intervention interne, communiqué par l'exploitant en février 2025, n'a pas été suivi à la lettre pendant l'exercice. Si les personnes présentes avaient bien connaissance de ce plan, elles n'étaient pas toutes au courant des procédures détaillées en cas d'accident. De plus, ces procédures ne sont affichées que dans les locaux administratifs et pas dans l'installation FRICOM à proprement dite.

Observation n°6 : l'exploitant doit s'assurer que son personnel a connaissance du plan d'intervention interne et doit pouvoir, en plus de s'en servir, le mettre à disposition des services de secours (éventuellement le mettre dans une boîte rouge ou dans des locaux auxquels il a accès).

L'Inspection note que le plan d'intervention interne communiqué par l'exploitant ne fait pas la distinction entre les installations FRICOM, COREPA et BHS. De plus, si la procédure « explosion » inclue bien l'éventualité de la présence de blessés et l'appel aux responsables des installations (directeurs, QSE, etc.), ce n'est pas le cas de la procédure « incendie ».

Observation n°7 : l'Inspection recommande à l'exploitant de modifier son plan d'intervention interne en prenant en compte les remarques de l'inspection ci-dessus.

Certaines actions décrites dans le plan d'intervention interne de cet établissement n'ont pas pu être testées lors de cet exercice (déclenchement de l'alarme, appel des responsables, fermeture des vannes de confinement des eaux d'extinction, coupure des utilités...). En effet, l'exploitant ne s'est pas saisi du plan d'intervention interne pour savoir qu'elles sont les actions précises qu'il doit mettre en œuvre.

Observation n°8 : l'Inspection recommande à l'exploitant de tester toutes les actions décrites dans le plan d'intervention interne dans le cadre de futurs exercices.

6 CONCLUSION

Dans le cadre d'une action régionale visant à tester les plans d'intervention ou d'opération interne de plusieurs établissements, un exercice d'activation du plan d'intervention interne a été réalisé le 24 juin 2025 dans l'installation FRICOM située sur le site de la société **REFINAL INDUSTRIES** à Bruyères sur Oise.

L'Inspection des ICPE et le SDIS 95 ont participé à cet exercice dont le scénario a été choisi par l'exploitant. Lors de cet exercice, **8 observations ont été formulées par l'Inspection**. L'Inspection demande à l'exploitant de répondre, sous deux mois, à ces observations. Cependant, l'Inspection note que l'exploitant a pris plusieurs bonnes initiatives pendant l'exercice et que plusieurs responsables du site sont arrivés peu de temps après le déclenchement du plan d'intervention interne.

En conclusion, cette inspection souligne l'importance de réaliser des exercices de défense incendie lors de périodes particulières (en l'absence de la direction, de manière inopinée).